France Universités

Lettre ouverte

Paris, le 16 novembre 2026

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Nous, présidentes et présidents d'universités, directrices et directeurs, avec nos équipes, sommes de plus en plus souvent la cible d'insultes et de menaces, et de plus en plus de menaces de mort. Un vice-président d'une université publique française a été agressé à l'arme blanche, dans son bureau.

Et pourtant, nous refusons de céder à la peur.

La peur est devenue l'un des principaux, sinon l'unique, moteurs de notre société. Peur du déclassement ou de l'exclusion, peur de l'autre, peur du changement, peur de l'avenir. Peur de la dette, du dérèglement climatique, des bouleversements technologiques, des conflits qui se multiplient dans le monde. Ces peurs, qui réjouissent les puissances étrangères soucieuses de déstabiliser notre société et de détruire nos valeurs, se développent sur le terreau des défis auxquels nous sommes confrontés. Ils sont réels et nul ne peut prétendre qu'ils disparaîtront d'eux-mêmes.

Il est temps que la peur cède la place à l'espoir.

Depuis trop longtemps, notre débat public semble prisonnier d'une succession d'affrontements stériles. Les oppositions se durcissent et les tactiques de court terme prennent le pas sur les visions de long terme, sur le sens de l'intérêt collectif. Chaque compromis devient suspect. Chaque concession (ou plutôt chaque pas vers l'autre) est présentée comme une défaite. Chaque difficulté alimente le récit d'un pays au bord du gouffre. Et comment pourrait-on ne pas avoir peur du gouffre ?

Pendant ce temps, les Françaises et les Français attendent. Ils attendent des réponses à leurs difficultés quotidiennes, évidemment. Mais ils attendent aussi, et peut-être surtout, qu'on leur dise où nous allons. Dans quelle France voulons-nous vivre dans dix ou vingt ans ? Quelle place voulons-nous lui donner en Europe et dans le monde ? Quelle société voulons-nous transmettre à nos enfants ?

Car la politique ne peut pas se résumer à gérer les urgences, à contenir les déficits ou à éviter le pire. **Gouverner, ce devrait être, aussi et surtout, rendre possible ce qui devrait aller mieux.**

Vous qui exercez aujourd'hui les plus hautes responsabilités de notre République, et nous savons que ces responsabilités sont lourdes à porter également, vous avez un devoir particulier : celui de démontrer que notre démocratie est encore capable de produire des décisions, de construire des compromis et de dessiner un avenir à la fois commun et désirable.

Nous n'attendons pas de vous que vous soyez d'accord sur tout. Le pluralisme, la confrontation des idées et le débat respectueux sont au fondement de notre démocratie. Mais nous attendons que vos désaccords ne vous empêchent plus d'agir sur l'essentiel. Que vous sachiez à nouveau distinguer ce qui relève des convictions irréconciliables de ce qui peut, et doit, faire l'objet d'un compromis. Que vous retrouviez le sens de la responsabilité collective, au-delà des intérêts partisans et des tactiques électorales.

Et, surtout, nous attendons que vous nous parliez enfin de la société que nous voulons construire.

Une société dans laquelle la réussite ne dépend pas d'abord de l'endroit où l'on naît, une société où l'éducation, la formation et la connaissance permettent réellement à chacune et chacun de trouver la place

qui est la sienne. Une société qui reconnaît et valorise le travail, protège les plus fragiles, garantit l'accès aux services publics et ne laisse pas les fractures sociales ou territoriales se creuser inexorablement.

Une société qui ne considère pas les transitions écologiques, démographiques et numériques comme autant de menaces auxquelles il faudrait simplement résister, mais comme des transformations majeures à anticiper, à accompagner et à orienter. L'intelligence artificielle, notamment, bouleversera notre manière de travailler, d'apprendre, de produire et de vivre ensemble. Nous pouvons la subir, au risque d'accroître encore les inégalités et les dépendances, ou choisir d'en faire un levier de progrès, de souveraineté et d'émancipation. Cela suppose d'investir dans les compétences, la recherche, l'innovation et l'accompagnement de celles et ceux dont les métiers et les vies seront transformés. La même logique devrait s'appliquer pour toutes les grandes transformations en cours.

Une société, enfin, qui retrouve confiance dans ses propres forces. Notre pays dispose de talents, de savoir-faire, d'entreprises, de services publics, de chercheurs, d'enseignants, de soignants, d'associations et de citoyens engagés. Il dispose d'une jeunesse qui ne demande qu'à prendre sa place. Cessons de ne regarder la France qu'au prisme de ses fragilités. Sachons aussi reconnaître ses ressources et les mobiliser.

Nous ne sommes pas naïfs. Nous savons que cette ambition exigera des choix difficiles.
Oui, notre pays doit retrouver des marges de manœuvre financières. Oui, il faudra consentir des efforts et ne pas juste dire qu'ils devraient être faits par les autres. Oui, il nous faudra revoir certaines de nos habitudes, transformer nos organisations et accepter que tout ne puisse pas être financé tout de suite. **Mais les efforts ne peuvent être acceptés durablement que s'ils sont justes, compréhensibles et porteurs d'un espoir.**

La justice dans la répartition de ces efforts n'est pas une exigence secondaire. Elle est la condition même de leur acceptabilité et de leur légitimité démocratique. Chacun doit contribuer selon ses capacités. Les sacrifices ne peuvent pas être toujours demandés aux mêmes, ni les difficultés d'aujourd'hui systématiquement reportées sur les générations de demain.

Surtout, nous devons cesser de confondre responsabilité et renoncement. Être responsable ne consiste pas uniquement à expliquer ce qui n'est plus possible, ce qu'il faut réduire ou ce à quoi il faudrait renoncer. C'est aussi savoir dire ce que nous voulons préserver, développer et inventer.

Un bon budget n'est pas un projet de société. Il est un moyen de préserver notre capacité à agir. Et toutes les dépenses ne se valent pas : investir dans l'éducation, la recherche, la santé, les infrastructures ou les transitions, c'est aussi préparer notre prospérité future et éviter des coûts bien plus importants demain.

Cette responsabilité, nous l'avons d'abord envers notre jeunesse.

Que lui disons-nous aujourd'hui ? Qu'elle devra travailler plus longtemps, rembourser les dettes accumulées, affronter les conséquences du dérèglement climatique, s'adapter à des bouleversements technologiques sans précédent, tout en faisant face à des difficultés croissantes pour se loger, étudier, accéder à l'emploi et construire son autonomie.

Nous ne pouvons pas lui transmettre comme seul héritage une accumulation de contraintes et de peurs.

Une société qui ne donne plus à sa jeunesse la conviction qu'elle pourra construire une vie meilleure, même si elle sera peut-être un peu moins confortable, c'est une société qui compromet son propre avenir. Faire de la jeunesse une priorité nationale ne peut donc pas être un slogan de circonstance. Cela doit devenir le principe structurant de nos choix collectifs : dans l'éducation et l'enseignement supérieur, dans l'accès au logement et à l'emploi, dans les politiques de santé, dans la transition écologique, dans la maîtrise des technologies et dans la participation à la vie démocratique.

Et cette jeunesse, il faut aussi l'écouter. Non pas seulement lorsqu'elle exprime sa colère ou ses inquiétudes, mais lorsqu'elle propose, invente, s'engage et aspire à prendre part aux décisions qui façonneront son avenir.

En 1944, alors que la France traversait une des périodes les plus sombres de son histoire, des femmes et des hommes issus de traditions politiques profondément différentes ont su dépasser leurs désaccords pour imaginer ensemble le pays qu'ils voulaient reconstruire. Le programme du Conseil national de la Résistance

ne se limitait pas à préparer la Libération : il dessinait les fondamentaux d'une société plus juste, plus solidaire, dans laquelle les générations futures pourraient trouver les moyens de leur émancipation. Nous ne sommes évidemment pas en 1944. Mais la leçon est là : même dans les périodes les plus difficiles, la responsabilité politique ne consiste pas seulement à affronter les dangers du présent. Elle consiste aussi à construire les promesses de l'avenir.

En 1944, au milieu des ruines, nos prédécesseurs ont su imaginer les jours heureux. Pourquoi serions-nous aujourd'hui incapables de construire un futur désirable pour notre jeunesse ?

Monsieur le Président de la République, Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement et du Parlement,
Nous vous demandons de sortir de la logique du drame permanent. De ne plus laisser les affrontements tactiques en vue des prochaines échéances électorales absorber toute l'énergie politique du pays. De retrouver le courage du compromis, mais aussi celui de l'ambition.

Nous vous demandons de définir quelques grandes priorités nationales qui puissent être partagées au-delà des appartenances partisanes et poursuivies dans la durée. De dire clairement aux Françaises et aux Français quels efforts seront nécessaires, comment ils seront répartis et, surtout, ce qu'ils permettront de construire.

Nous vous demandons de remettre l'avenir au cœur du débat public, et la jeunesse au cœur de notre projet collectif.
Il ne s'agit pas de nier nos différences, ni de faire disparaître les conflits qui traversent légitimement notre société. Il s'agit de retrouver ce qui devrait constituer la première raison d'être de l'action politique : permettre à une communauté de citoyens, malgré ses désaccords, de décider ensemble de son avenir.

La France n'a pas besoin de peurs supplémentaires. Elle a besoin de confiance, de justice, de perspectives et d'une ambition collective.

Nous ne demandons pas qu'on nous promette un avenir sans difficultés. Nous demandons qu'on nous donne des raisons de croire qu'il mérite d'être construit.

Et que nous retrouvions, ensemble, le courage de le faire.

À propos de France Universités
France Universités est une association loi 1901, reconnue d'utilité publique, inscrite dans le code de l'éducation. Elle rassemble les présidentes et présidents des universités et établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, dont elle porte la voix et les valeurs dans la société. France Universités est également force de proposition dans le débat public et politique, auprès des décideurs, des réseaux de l'enseignement supérieur et de la recherche, des partenaires économiques et sociaux et des institutions nationales et internationales.

Contact presse :
Bastien Florenty
Chargé des relations presse à France Universités
bastien.florenty@franceuniversites.fr
06 64 06 69 36